

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 69

AFFAIRE LOSINGER & C^{ie}, S. A.

(DÉSISTEMENT)

ORDONNANCE DU 14 DÉCEMBRE 1936

1936

ORDER OF DECEMBER 14th, 1936

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 69

THE LOSINGER & Co. CASE

(DISCONTINUANCE)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1936.
Le 14 décembre.
Rôle général
nos 64 et 67.

ORDONNANCE RENDUE LE 14 DÉCEMBRE 1936

ANNÉE JUDICIAIRE 1936

AFFAIRE LOSINGER & C^{ie}, S. A.
(DÉSISTEMENT)

Présents : Sir CECIL HURST, *Président* ; M. GUERRERO, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, *juges*.

La Cour permanente de Justice internationale,
ainsi composée,
après délibéré en Chambre du Conseil,

vu l'article 48 du Statut de la Cour,
vu l'article 68 du Règlement de la Cour,

Rend l'ordonnance suivante :

Vu la requête, déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 23 novembre 1935, par laquelle la Confédération suisse, invoquant les déclarations d'acceptation par la Suisse et par la Yougoslavie de la disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour, a introduit devant la Cour une instance contre le Royaume de Yougoslavie, demandant à la Cour de déclarer que le Gouvernement yougoslave ne peut pas, sur la base d'un acte législatif postérieur en date à un contrat conclu entre lui et la Société anonyme suisse Losinger & C^{ie}, se libérer de l'effet d'une clause compromissoire stipulée dans ce contrat ;

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ORDER MADE ON DECEMBER 14th, 1936.

1936.
December 14th.
General List:
Nos. 64 and 67

JUDICIAL YEAR 1936.

[*Translation.*]

THE LOSINGER & Co. CASE
(DISCONTINUANCE)

Present: Sir CECIL HURST, *President*; M. GUERRERO, *Vice-President*; COUNT ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, *Judges*.

The Permanent Court of International Justice,

composed as above,
after deliberation,

having regard to Article 48 of the Statute of the Court,
having regard to Article 68 of the Rules of Court,

Makes the following Order:

Having regard to the Application filed in the Registry of the Court on November 23rd, 1935, whereby the Swiss Confederation, relying upon the declarations made by Switzerland and by Yugoslavia accepting the Optional Clause in Article 36, paragraph 2, of the Court's Statute, instituted before the Court proceedings against the Kingdom of Yugoslavia, asking the Court for judgment to the effect that the Yugoslav Government could not claim release from the terms of an arbitration clause in a contract concluded between it and the Swiss *Société anonyme Losinger & Cie*, by adducing legislation subsequent in date to that contract;

Vu la désignation de M. Georges Sauser-Hall, professeur de droit à l'Université de Genève, comme agent du Gouvernement suisse, et de M. Slavko Stoykovitch, agent général du Gouvernement yougoslave près les tribunaux arbitraux mixtes, comme agent du Gouvernement yougoslave ;

Vu l'acte, déposé au Greffe de la Cour le 27 mars 1936, par lequel le Gouvernement yougoslave a introduit une exception préliminaire demandant à la Cour de se déclarer incompétente pour juger le litige soumis par le Conseil fédéral suisse en vertu de l'article 36 du Statut et, subsidiairement, de déclarer la requête du Conseil fédéral suisse irrecevable en raison de non-épuisement des voies de recours misés à la disposition de la maison Losinger & C^{ie} par le droit interne yougoslave ;

Vu l'ordonnance du 27 juin 1936¹, par laquelle la Cour a joint l'exception au fond de l'instance, pour être statué par un seul et même arrêt sur ladite exception et éventuellement sur le fond, et a fixé les délais pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond, savoir pour le Contre-Mémoire du Gouvernement yougoslave, le 3 août 1936, pour la Réplique du Gouvernement suisse, le 21 août 1936, pour la Duplique du Gouvernement yougoslave, le 11 septembre 1936 ;

Vu le dépôt du Contre-Mémoire du Gouvernement yougoslave dans le délai fixé ;

Vu la lettre, datée du 7 août 1936 et enregistrée au Greffe le 10 août, par laquelle l'agent du Gouvernement suisse, invoquant l'ordonnance du 27 juin 1936, dont un considérant relève que la fixation des délais avait lieu « sans préjudice des modifications qu'il pourrait apparaître comme désirable d'y apporter au cas où les Parties entreraient en pourparlers pour un arrangement amiable », a demandé la prorogation au 15 octobre 1936 du délai pour le dépôt de la Réplique, en raison de négociations en cours entre le Royaume de Yougoslavie et la maison Losinger & C^{ie} ;

Vu l'ordonnance du 11 août 1936, par laquelle le Président en fonctions de la Cour, faisant droit à cette demande, a prorogé au 15 octobre 1936 la date d'expiration du délai afférent au dépôt de la Réplique du Gouvernement suisse et a prorogé le délai afférent au dépôt de la Duplique du Gouvernement yougoslave, réservant, pour une ordonnance à rendre ultérieurement, la fixation de la date de ce dépôt ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 1936, par laquelle, sur une nouvelle demande de l'agent du Gouvernement suisse, invoquant l'état des négociations visées dans la lettre du 7 août 1936, le Président de la Cour a prorogé au 1^{er} décembre 1936

¹ *Publications de la Cour*, Série A/B, fasc. n° 67.

Having regard to the appointment of M. Georges Sauser-Hall, Professor of law at the University of Geneva, as Agent for the Swiss Government, and of M. Slavko Stoykovitch, Agent-General of the Yugoslav Government before the Mixed Arbitral Tribunals, as Agent for the Yugoslav Government ;

Having regard to the preliminary objection filed with the Registry of the Court on March 27th, 1936, whereby the Yugoslav Government prayed the Court to declare that it had no jurisdiction to adjudicate upon the dispute submitted by the Swiss Federal Council under Article 36 of the Statute and, alternatively, to declare that the application of the Swiss Federal Council could not be entertained because the means of obtaining redress placed at the disposal of the firm Losinger & Co. by Yugoslav municipal law had not been exhausted ;

Having regard to the Order of June 27th, 1936¹, whereby the Court joined the objection to the merits of the case, in order that it might adjudicate in one and the same judgment upon this objection and, if need be, on the merits, and fixed the time-limits for the filing of the subsequent documents on the merits, viz. : for the Counter-Memorial of the Yugoslav Government, August 3rd, 1936, for the Reply of the Swiss Government, August 21st, 1936, and for the Rejoinder of the Yugoslav Government, September 11th, 1936 ;

Having regard to the filing of the Counter-Memorial of the Yugoslav Government by the date fixed ;

Having regard to the letter dated August 7th, 1936, and filed in the Registry on August 10th, in which the Agent for the Swiss Government, invoking the Order of June 27th, 1936, in the recitals of which it was stated that the time-limits had been fixed "without prejudice to any modifications which it might seem desirable to make, in case ... the Parties should enter into negotiations for an amicable settlement", asked for an extension of the time-limit for the filing of the Reply until October 15th, 1936, in view of negotiations in progress between the Kingdom of Yugoslavia and the firm Losinger & Co. ;

Having regard to the Order of August 11th, 1936, whereby the acting President of the Court, in compliance with this request, extended until October 15th, 1936, the time-limit for the filing of the Reply by the Swiss Government and extended the time-limit for the filing of the Rejoinder by the Yugoslav Government, leaving the date by which that document was to be filed to be fixed by a subsequent order ;

Having regard to the Order of October 6th, 1936, whereby, in response to a further request from the Agent for the Swiss Government based on the stage reached in the negotiations referred to in the letter of August 7th, 1936, the President of

¹ *Publications of the Court*, Series A./B., Fasc. No. 67.

la date de l'expiration du délai fixé en dernier lieu pour la présentation de la Réplique ;

Considérant que, par lettre du 23 novembre 1936, enregistrée au Greffe le 25 novembre, l'agent du Gouvernement yougoslave, ayant fait savoir qu'une entente définitive était intervenue entre le Gouvernement fédéral suisse et le Gouvernement yougoslave pour ne pas poursuivre l'instance engagée par la requête du Gouvernement fédéral à propos de l'affaire Losinger & C^{ie}, a notifié, conformément à l'article 68 du Règlement de la Cour, que les deux Parties renonçaient à poursuivre l'instance en question et a prié la Cour de donner acte aux Parties de leur arrangement à l'amiable ;

Considérant que la copie de cette communication a été dûment transmise à l'agent du Gouvernement suisse ;

Considérant que, par lettre du 27 novembre 1936, enregistrée au Greffe le 30 novembre, l'agent du Gouvernement suisse, ayant fait savoir que le Gouvernement yougoslave et le Conseil fédéral suisse s'étaient définitivement mis d'accord pour renoncer à poursuivre l'instance engagée par la requête de la Confédération suisse, a notifié, en se basant sur l'article 68 du Règlement de la Cour, l'entente ainsi intervenue entre les deux Gouvernements, et a prié la Cour de rendre une ordonnance donnant acte aux Parties de leur arrangement amiable ;

Considérant que la copie de cette communication a été dûment transmise à l'agent du Gouvernement yougoslave ;

Considérant qu'aux termes de l'article 68 du Règlement, si, avant le prononcé de l'arrêt, les parties, d'un commun accord, font connaître par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre l'instance, la Cour rend une ordonnance prenant acte de leur désistement et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle ;

LA COUR

prend acte des communications de l'agent du Gouvernement suisse et de l'agent du Gouvernement yougoslave, respectivement enregistrées le 30 novembre 1936 et le 25 novembre 1936, portant désistement des Gouvernements suisse et yougoslave de l'instance engagée par la requête de la Confédération suisse du 23 novembre 1935 ;

ordonne la radiation de l'affaire sur le rôle de la Cour.

the Court extended until December 1st, 1936, the time-limit last fixed for the filing of the Reply ;

Whereas, by a letter of November 23rd, 1936, which was filed in the Registry on November 25th, the Agent for the Yugoslav Government, stating that a definite agreement had been reached between the Swiss Federal Government and the Yugoslav Government to discontinue the proceedings instituted by the application of the Federal Government in regard to the case of Losinger & Co., gave notice, in accordance with Article 68 of the Rules of Court, that the two Parties were not going on with these proceedings and requested the Court officially to record the conclusion of the settlement ;

Whereas a copy of this communication was duly transmitted to the Agent for the Swiss Government ;

Whereas, by a letter of November 27th, 1936, filed in the Registry on November 30th, the Agent for the Swiss Government, stating that the Yugoslav Government and the Swiss Federal Council had definitely agreed to discontinue the proceedings instituted by the application of the Swiss Confederation, gave notice, under Article 68 of the Rules of Court, of the agreement thus reached between the two Governments, and requested the Court to make an order officially recording the conclusion of the settlement ;

Whereas a copy of this communication was duly transmitted to the Agent for the Yugoslav Government ;

Whereas, under Article 68 of the Rules, if at any time before judgment has been delivered, the parties by mutual agreement inform the Court in writing that they are not going on with the proceedings, the Court will make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and prescribing the removal of the case from the list ;

THE COURT

places on record the communications from the Agent for the Swiss Government and from the Agent for the Yugoslav Government filed on November 30th, 1936, and November 25th, 1936, respectively, to the effect that the Swiss and Yugoslav Governments are discontinuing the proceedings instituted by the application presented by the Swiss Confederation on November 23rd, 1935 ;

and orders that the case shall be removed from the Court's list.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le quatorze décembre mil neuf cent trente-six, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement suisse et au Gouvernement yougoslave.

Le Président de la Cour :

(Signé) CECIL J. B. HURST.

Le Greffier-adjoint de la Cour :

(Signé) J. JORSTAD.

Done at the Peace Palace, The Hague, this fourteenth day of December, one thousand nine hundred and thirty-six, in three copies, of which one will be filed in the archives of the Court and the others will be transmitted respectively to the Swiss and Yugoslav Governments.

(Signed) CECIL J. B. HURST,
President.

(Signed) J. JORSTAD,
Deputy-Registrar.